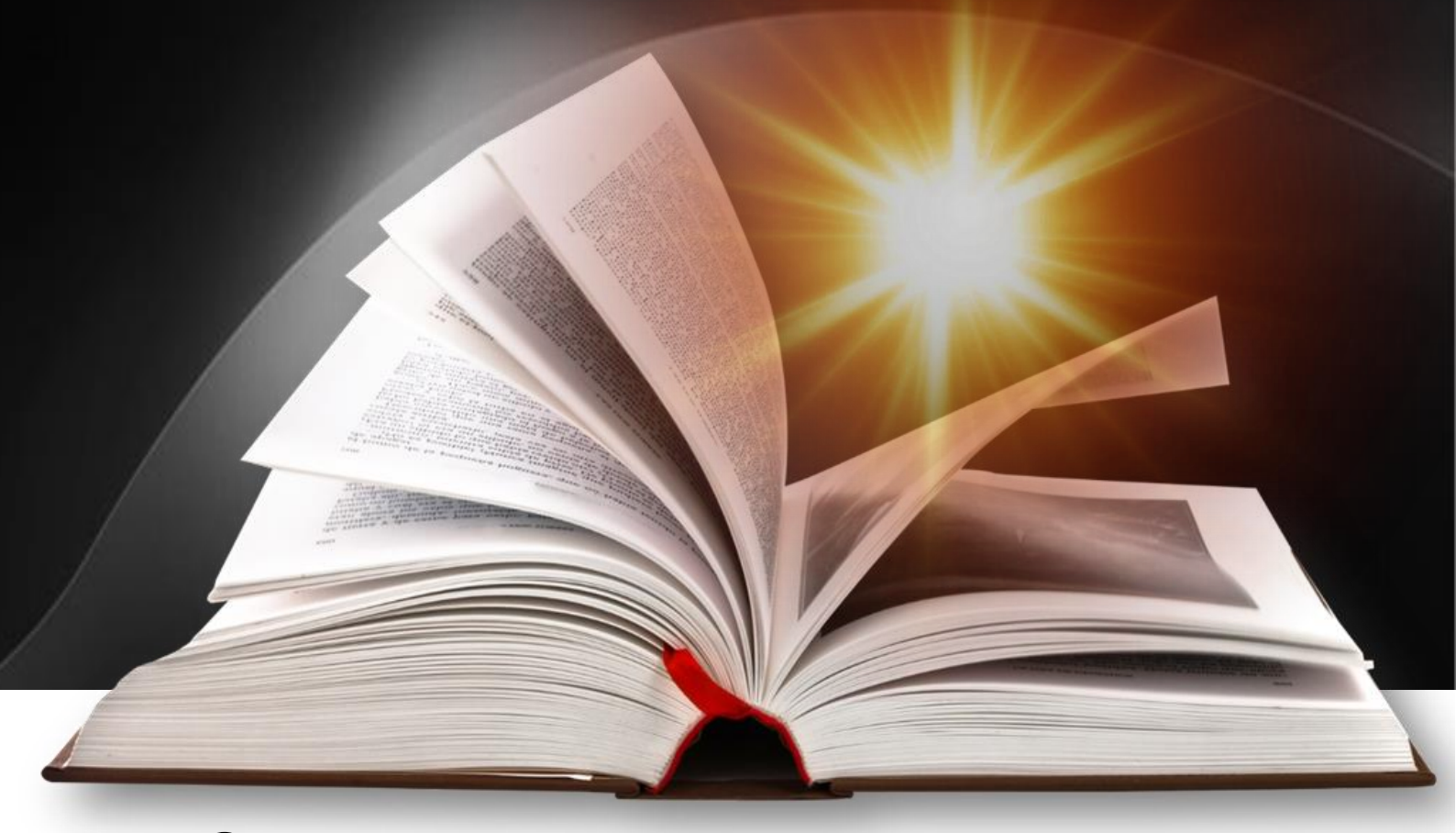
ISSN
: 2790-6248
: 2790-6256

RPJ

Revue Panafricaine de la Jeunesse

- Pan African Youth Journal -



Volume 2, n°2, Mai - Août 2023

EDITIONS LUMUMBA
Un nouvel élan de l'édition africaine

Association Panafricaine pour l'Encadrement et la Formation de la Jeunesse

AS
African Scientific Universe

Afrindala Group

© Editions Lumumba

La problématique de l'employabilité des jeunes dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba : défis et perspectives

[The issue of youth employability in the provinces of Haut-Katanga and Lualaba : challenges and prospects]

MPOO MOKUBA Alliance David
Assistant à l'Institut Supérieur Pédagogique de KAHEMBA/RD Congo
E-mail : davidmpoo06@gmail.com

ISSN

: 2790-6248

: 2790-6256

Revue Panafricaine de la Jeunesse

- Pan African Youth Journal -

DOI : https://doi.org/10.58610/RPJ.2790.6248.6256.31

Editions Lumumba I Afriscience I Association Panafricaine pour l'Encadrement et la Formation de la Jeunesse

EDITIONS LUMUMBA

Un nouvel élan de l'édition africaine

Revue Panafricaine de la Jeunesse (RPJ)
ISSN : 2790-6248
e-ISSN : 2790-6256
© Editions Lumumba - APANAEFJ
Bibliothèque Nationale du Congo I Ordonnance loi n° 89-010
du 11 janvier 1989 – Permis d'implantation n° BNC/DPHK/08/2022

Afrindala Group

La Revue Panafricaine de la Jeunesse (RPJ) est une revue scientifique internationale, interdisciplinaire et interactive. Elle se veut un lieu de diffusion de travaux de recherche originaux et substantiels sur diverses questions liées aux enjeux et défis des sociétés africaines, dans toutes les disciplines scientifiques. La RPJ est enregistrée par le Centre International de l'ISSN (International Standard Serial Number) sous les numéros ISSN : 2790-6256 et e-ISSN : 2790-6248.

Les Éditions Lumumba, sous la houlette du label panafricain Afrindala Group, branche scientifique « Afriscience », sont une maison d'édition établie en RD Congo conformément à l'Ordonnance-Loi n° 89-010 du 11 janvier 1989 et opérant sous le permis d'établissement n° BNC/DPHK/08/2022. Enregistrées auprès de l'Agence Internationale de l'ISBN, par l'intermédiaire de l'Agence Francophone pour la Numérotation Internationale du Livre (AFNIL), les Éditions Lumumba sont repértoriées sous l'identifiant éditeur : 978-2-38489.

Le comité scientifique international, composé d'enseignants et de spécialistes d'Afrique et d'ailleurs, assure une diversité d'expertises et de perspectives. En tant que membre de Crossref, une organisation américaine participant à l'indexation globale du contenu scientifique, les Éditions Lumumba bénéficient d'un préfixe DOI (10.58610) pour attribuer un DOI unique à chaque œuvre éditée. Cela permet aux publications d'être accessibles à des milliers de membres de Crossref et à des centaines d'organisations, y compris des institutions scientifiques et universitaires du monde entier, augmentant considérablement la visibilité et l'impact international des travaux publiés.

Les Éditions Lumumba s'appuient sur un vaste réseau de distributeurs et de partenaires internationaux, incluant des universités, des ONG et de grandes plateformes telles que CAIRN.INFO (la plus grande bibliothèque numérique francophone), DILICOM, OpenEdition Books, la plateforme Afriscience, etc.

© Editions Lumumba

Revue Panafricaine de la Jeunesse

— RPJ —

- Pan African Youth Journal -

Revue scientifique internationale, interdisciplinaire et interactive

Périodicité : avril, août et décembre
Prix du numéro : 30 USD
Abonnement annuel : 100 USD
Version numérique disponible sur : www.afriscience.org
Suivez-nous sur nos réseaux sociaux :
@editionslumumba | @afriscience

Imprimé en République Démocratique du Congo

Tél. (+243) 90 43 370 19
Email : contact@editionslumumba.com
Site web : www.editionslumumba.com
Siège : 10, avenue de la Moto croisement boulevard M'siri, ville de Lubumbashi, RD Congo

Editorial

C'est avec un enthousiasme palpable que nous vous présentons ce nouveau numéro du deuxième volume de la Revue Panafricaine de la Jeunesse pour l'année 2023. Au cœur de ces pages se dessine une mosaïque d'idées et de perspectives provenant des esprits les plus brillants du continent africain et au-delà. Notre objectif partagé est clair : illuminer la scène pour les décideurs politiques, les chercheurs, les acteurs sociaux et bien d'autres, grâce à des données scientifiques solides. Ainsi, la Revue Panafricaine de la Jeunesse a pris sa place comme une voix internationale, un carrefour intellectuel où se croisent et se diffusent des études ancrées dans la réalité africaine. Jadis, ces études se heurtaient à des barrières éditoriales qui ne reflétaient pas toujours la pluralité des voix du continent.

L'essor de la science africaine est un trésor collectif à faire fructifier, une vitalité à cultiver. C'est la raison pour laquelle les membres du comité scientifique de la Revue Panafricaine de la Jeunesse et les experts venus d'horizons divers ont relevé avec énergie le défi de contribuer à l'enrichissement de la pensée africaine. La diversité des connaissances et des idées, issues de différents coins d'Afrique et au-delà, fait de la RPJ une plateforme panafricaine en perpétuelle évolution, pleine de promesses et porteuse de renouveau.

En tant que pilier de la recherche africaine, la RPJ s'engage à maintenir des normes de qualité rigoureuses pour chaque article publié. Le taux d'acceptation de 50% témoigne du sérieux de notre processus de sélection. L'accueil enthousiaste que nous recevons de la part d'un large public, tant africain qu'international, atteste de notre engagement à promouvoir une science africaine robuste et rigoureuse.

Ce numéro présente les contributions de chercheurs éminents qui explorent divers domaines de l'activité scientifique. Leurs travaux éclairent des facettes variées de nos sociétés, de la jeunesse à la technologie, du droit à la sociologie, de l'économie au développement, de l'environnement à la politique, de la gestion des ressources humaines aux arts, la littérature, la médecine, la santé, et bien plus encore.

Notre équipe éditoriale, en collaboration avec notre comité scientifique et nos évaluateurs externes, travaille main dans la main avec les auteurs pour garantir la qualité et la pertinence de chaque article publié. Cette approche collaborative est essentielle pour propulser la science africaine au niveau international et pour assurer que les sociétés africaines tirent pleinement profit des avancées issues de la recherche de pointe.

Plongez dans ce numéro captivant et découvrez les trésors de la science africaine. En vous joignant à notre communauté de lecteurs, vous contribuez à renforcer l'influence de la science africaine à l'échelle mondiale et à permettre aux sociétés africaines de bénéficier des fruits de la recherche de qualité. Embarquez avec nous dans ce voyage fascinant à travers les découvertes, les innovations et les idées qui dessinent l'avenir de l'Afrique et du monde.

Dr Basile Mulwani Makelele

Professeur des Universités

Equipe de la revue

Comité de rédaction

- Directeur de Publication : M. le Pr. **Basile Mulwani Makelele**, RD. Congo
- Rédacteur en chef : M. le Pr. **Philippe Kasongo Maloba Tshikala**, Belgique
- Rédacteur en chef Adjoint : M. **Valery Ngoy Ndala,** RD. Congo
- Traducteur en chef : M. le Dr. **Fo-Koku D. Woameno**, Togo
- Relecteur Principal : M. **Jean-Micky Kafuwa Musongo**, RD Congo
- Responsable de la mise en ligne : Mme **Blin Acouh Marie-José**, Côte d'Ivoire
- Secrétaire de rédaction : M. **William Agbaka,** Bénin
- Référente pour le suivi du processus d'adhésion : Mme **Marie Mbatshiona Mundi**, RD. Congo
- Responsable administratif et financier : M. **Banon Zinsou Côme**, Bénin
- Responsable des partenariats : M. **Fidèle BUKASA KABWE,** RD. Congo

Comité scientifique

- Abdoulaye Ouedraogo, PhD, Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP), Burkina Faso
- Abi-Kaberou Gildas, PhD, UAC/ENS-Porto-Novo/Laboratoire de Pédagogie et de Didactique des Humanités (LaPEDIH), Benin
- Adaba Koffi Amessou, PhD, Université de Lomé, Togo
- Akimou Tchagnaou, PhD, Université de Zinder, Niger
- Ambombi Eyolo Azede Espoir, PhD, Chaire MBA, Afrikan campus, Congo Brazza
- Amoussou Franck, PhD, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- Ballo Drissa, PhD, Enseignant-Chercheur, Mali
- Basile Mulwani Makelele, PhD, Université de Lubumbashi, RD. Congo
- Bekolo Engoudou Bruno, PhD, Université de Douala, Cameroun
- Bitouga Bernard Aristide, PhD, Université de Douala, Cameroun
- BOUMA Carine Nadège, PhD, Université de Bamenda, Cameroun
- Christian Bumute, PhD, Université de Likasi, RD Congo

- Fidélie Ntshikala, PhD, Université de Kolwezi, RD Congo
- Fo-Koku D. Woameno, PhD, Université de Lomé, Togo
- Gaby Ilunga Mutombo, PhD, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Gano Nouhou, PhD, Université cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal
- Gninneyo Sylvestre-Pierre NIYA, PhD, Ecole Normale Supérieure, Burkina Faso
- Kongue Toyindou, PhD, Université de Lomé, Togo
- Lago Blé Angelin, PhD, Université Jean-Lorougnon Guede, Daloa, Côte d'Ivoire.
- Matthias Cinyabuguma, PhD, Banque mondiale, RD Congo
- Melingui Ayissi, PhD, Université de Douala, Cameroun
- Metsena Ndjavoua, PhD, Université de Maroua, Cameroun
- Mohamed Atteyoub H. dit Modibo SIDIBÉ, Phd, Université des sciences sociales et de gestion de Bamako (USSGB), Mali
- Moussa Coulibaly, PhD, Université Assane Seck de Ziguinchor, Sénégal
- Moussa Dourfaye Abdoul-kadze, Phd, Service de Santé, Niger
- Nebie Boukary, PhD, Université de Fada N'Gourma, Burkina Faso
- Nyebe Atangana Sandrine, PhD, Ministère des enseignements secondaires, Cameroun
- Patrice M'Bétien KONE, PhD, Université Félix Houphouët Boigny, Côte d'Ivoire
- Philippe Kasongo Maloba Tshikala, PhD, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Raymond-Bernard Ahouandjinou, PhD, Université d'Abomey Calavi, Benin
- Serge Caleb Mbula Musasa Mwadianvita, PhD, Université Pédagogique Nationale (UPN) de Kinshasa, RD Congo

Revue Panafricaine de la Jeunesse
Revue scientifique internationale
ISSN : 2790-6248 I e-ISSN : 2790-6256
Editions Lumumba
Un nouvel élan de l'édition africaine
Email : contact@editionslumumba.com
Afriscience
African Scientific Universe

La problématique de l'employabilité des jeunes dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba : défis et perspectives

[The issue of youth employability in the provinces of Haut-Katanga and Lualaba : challenges and prospects]

MPOO MOKUBA Alliance David
Assistant à l'Institut Supérieur Pédagogique de KAHEMBA/RD Congo
E-mail : davidmpoo06@gmail.com

Résumé

Cet article explore la problématique de l'employabilité des jeunes dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba en République Démocratique du Congo (RDC). Il met en lumière les défis majeurs, notamment l'inadéquation entre la formation et l'emploi, les problèmes d'inefficacité institutionnelle, le manque de coordination entre les ministères, et les facteurs socioculturels et politiques. L'article examine également les initiatives en cours pour améliorer l'employabilité des jeunes, telles que l'adhésion à WorldSkills International (WSI) et le Salon des Métiers et de la Formation (SMF). Pour relever ces défis, il est essentiel de renforcer la formation professionnelle, de soutenir l'entrepreneuriat des jeunes, d'améliorer l'accès au marché du travail, de promouvoir l'éducation financière, et de diversifier l'économie locale.

Mots-clés : employabilité des jeunes, formation professionnelle, RDC, inadéquation formation-emploi, coordination institutionnelle, entrepreneuriat des jeunes.

Abstract

This article explores the issue of youth employability in the provinces of Haut-Katanga and Lualaba in the Democratic Republic of Congo (DRC). It highlights major challenges, including the mismatch between education and employment, issues of institutional inefficiency, lack of coordination between ministries, and socio-cultural and political factors. The article also examines ongoing initiatives to improve youth employability, such as joining WorldSkills International (WSI) and the Trades and Training Fair (SMF). To address these challenges, it is essential to strengthen vocational training, support youth entrepreneurship, improve access to the job market, promote financial education, and diversify the local economy.

Keywords : youth employability, vocational training, DRC, education-employment mismatch, institutional coordination, youth entrepreneurship.

0. Introduction

En République démocratique du Congo, où la jeunesse représente plus de 68 % de la population totale, la tranche d'âge des moins de 25 ans compte pour plus de la moitié de la démographie nationale (Nations Unies, 2012 ; UNICEF, 2021 ; Zoom eco, 2022). Cette jeunesse congolaise, par sa prépondérance numérique, incarne l'avenir du pays, et les opportunités qui lui seront offertes joueront un rôle déterminant dans le devenir de la nation. D'où, l'attention du gouvernement se tourne inévitablement vers la quête du bien-être de cette jeunesse. Cette recherche du bien-être revêt une importance capitale pour dynamiser la croissance économique nationale. Cependant, la problématique de l'emploi et de la formation des jeunes demeures au cœur des préoccupations depuis de nombreuses années.

L'objectif principal de cet article est d'explorer en profondeur la quête perpétuelle d'adéquation entre la formation dispensée et les exigences du marché de l'emploi actuel, en mettant en lumière les défis spécifiques rencontrés par les jeunes des provinces du Haut-Katanga et du Lualaba. Nous y mettons en exergue, le fait que les apprenants doivent non seulement recevoir une formation pertinente pour leur futur métier, mais aussi en adéquation avec les opportunités socio-économiques présentes dans leur province respective (Nkoy Elela, 2013).

La République Démocratique du Congo, un pays qui a connu des conflits armés, est riche en ressources naturelles, mais paradoxalement, il fait face à des défis économiques majeurs. La situation de l'emploi, en particulier celle des jeunes, ne fait que se détériorer depuis des décennies, devenant ainsi une question cruciale pour la modernisation du pays et sa croissance économique (Makindara, 2017).

Selon Nkoy Elela (2013), la RD Congo connaît une croissance démographique de 3,1 %, résultant d'une baisse de la mortalité infantile au cours des vingt dernières années, avec une fertilité constante, atteignant en moyenne six enfants par femme. Cette tendance démographique signifie que 50 % de la population en âge de travailler, soit de 15 à 64 ans, est composée de jeunes, aggravant ainsi la situation sur le marché de l'emploi.

En conformité avec plusieurs textes et lois internationales en matière d'éducation et de protection de l'enfant, la RD Congo s'est engagée à promouvoir le droit à l'éducation tel que prévu dans sa constitution de 2006, ainsi que dans la loi cadre n ° 14/004 du 11 février 2014, de l'Enseignement National. Cela implique la promotion des établissements techniques, artistiques et professionnels, ainsi que la

professionnalisation de la formation, en veillant à ce qu'elle réponde aux besoins de la société et aux évolutions du monde moderne (Loi-cadre n ° 14/004 du 11 février 2014).

Face à l'inadéquation persistante entre la formation et l'emploi, le gouvernement congolais a initié une réforme majeure dans le secteur de l'éducation. Cette réforme vise à transformer les écoles secondaires d'enseignement général en écoles secondaires d'enseignement technique et de formation professionnelle, dans le cadre d'une stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation sur la période 2016-2025. Cette stratégie avait pour objectif de moderniser les programmes scolaires, de former les enseignants et d'établir de nouvelles normes pour les laboratoires, entre autres mesures (Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique, 2017).

Malgré cette réforme et le soutien des partenaires internationaux, le problème persiste. La formation des jeunes ne répond toujours pas aux exigences de l'emploi, ce qui entraîne une main-d'œuvre qualifiée insuffisante et une dépendance vis-à-vis de la main-d'œuvre étrangère (Smith et al., 2020). Dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba, caractérisées par l'exploitation minière, le nombre de techniciens devrait surpasser celui des diplômés du cycle général. Cependant, la réalité montre une pyramide inversée, où la plupart des jeunes optent pour les filières ordinaires, laissant peu d'élèves s'orienter vers les options techniques. Cette situation conduit à un manque d'expertise et de main-d'œuvre qualifiée au niveau provincial, laissant la majorité des jeunes au chômage ou confrontés à des emplois précaires (Kazadi, 2018).

Cette étude se base sur l'analyse des dynamiques entre l'accès à la formation professionnelle des jeunes et l'adéquation de cette formation aux besoins du marché du travail. Elle examine également la problématique de l'employabilité des jeunes et leur insertion ou réinsertion sur le marché de l'emploi. Ces aspects sont considérés comme des facteurs clés du développement, de la croissance économique et de la lutte contre la pauvreté dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba. Pour réaliser notre étude, nous avons fait recours à la documentation ainsi que les observations du terrain, axé sur notre expertise au Ministère Provincial de la Jeunesse, Education, Recherche Scientifique et Nouvelle Citoyenneté, en qualité de Conseiller en charge de la recherche scientifique.

1. Méthodologie

Pour mener à bien cette étude, nous utiliserons une méthodologie mixte, combinant des recherches documentaires approfondies, des entretiens sur le terrain et des observations. Les données ont collecté auprès d'une variété de sources, notamment des rapports gouvernementaux, des organisations internationales, des entreprises minières, des établissements éducatifs et des jeunes eux-mêmes. Les entretiens avec

les parties prenantes locales ont joué un rôle essentiel dans la compréhension des défis et des opportunités en matière d'employabilité.

2. Résultats

Nos objectifs ont consisté tout d'abord à établir un diagnostic initial de la situation de l'employabilité des jeunes. Par conséquent, l'examen initial de l'employabilité des jeunes dans les provinces du Haut-Katanga et de Lualaba met en lumière une série de problèmes majeurs qui entravent le développement de ces régions et qui compromettent l'avenir des jeunes. Cette section se consacre à l'analyse de ces défis, en mettant en évidence les obstacles spécifiques à l'employabilité des jeunes dans ces deux provinces.

2.1. Problématique de l'employabilité des jeunes dans le Haut-Katanga et Lualaba

La question de l'employabilité des jeunes a été l'objet de nombreuses stratégies, plans et projets au niveau national en République Démocratique du Congo, dont les résultats ont été rendus publics. Cependant, notre analyse se concentre spécifiquement sur les provinces du Haut-Katanga et de Lualaba. Ces deux régions se distinguent par leur activité minière importante, attirant des investisseurs étrangers et offrant davantage d'opportunités d'emploi aux étrangers qu'aux jeunes nationaux.

2.1.1. L'inadéquation entre la formation et l'emploi

Notre analyse ne s'est pas limité pas aux centres urbains tels que Lubumbashi, Likasi, Kolwezi, Kipushi, etc., qui peuvent bénéficier de partenariats avec des organismes internationaux. Nous nous sommes également penché sur les zones rurales, où la situation est souvent différente. Les villes peuvent donner l'impression que tout va bien, mais les villages environnants ne bénéficient pas toujours des retombées économiques des centres urbains.

Concernant la formation et l'emploi des jeunes, nous avons découverts que de nombreux jeunes acquièrent des compétences sans voir de débouchés concrets, souvent condamnés à accepter des emplois précaires et mal rémunérés. Cette situation crée un déséquilibre économique, car la tranche d'âge en pleine vigueur n'est pas pleinement exploitée.

Le pays fait face à plusieurs défis liés à cette inadéquation, tels que l'état vétuste des infrastructures des écoles techniques et professionnelles, le manque d'outils et de machines modernes, la faible formation pratique des élèves, la qualité insuffisante des enseignants, l'absence d'évolution technologique dans le secteur de l'éducation, des

programmes scolaires et de la documentation obsolète, et un faible alignement entre la formation et les besoins du marché du travail.

2.1.2. La politique nationale de l'emploi

La politique nationale de l'emploi, élaborée en partenariat avec le BIT, ainsi que plusieurs lois et règlements connexes, visent à améliorer les conditions de travail et à faciliter l'accès des jeunes au marché du travail. Cependant, malgré ces efforts juridiques, l'application pratique de ces dispositions reste un défi. Il existe un écart entre la volonté politique et les réalités sur le terrain.

2.1.3. La politique publique de l'éducation

Au niveau national, la politique publique en matière d'éducation met l'accent sur l'enseignement technique et professionnel de qualité. Cependant, la mise en œuvre de ces politiques reste insuffisante en raison du manque de coordination entre les ministères impliqués dans le secteur de l'éducation.

2.2. Développement des compétences

Le développement des compétences est essentiel pour l'employabilité des jeunes. Cependant, en République Démocratique du Congo, la fragmentation du système éducatif entre plusieurs ministères et organismes, tels que le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire, le Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance Sociale, le Ministère des Affaires Sociales, de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire, le Ministère de la Jeunesse et des Sports, le Ministère de la Santé Publique, ainsi que d'autres opérateurs publics et privés, entraîne des problèmes de coordination et d'efficacité.

Les défis comprennent l'inadéquation de nombreux programmes de formation, la fragmentation des systèmes d'évaluation, de certification et de qualification, l'absence d'analyse des besoins locaux, le manque de communication entre le gouvernement central et les gouvernements provinciaux, et le désintérêt croissant des jeunes pour la formation technique et professionnelle au profit d'études universitaires.

2.3. État de la collaboration entre les ministères impliqués dans l'éducation

En raison de l'implication de nombreux partenaires internationaux dans le secteur de l'éducation, la coordination entre les différents ministères s'avère difficile. Chacun de ces ministères cherche souvent à tirer profit de la situation, tandis que les jeunes sont pris entre les intérêts divergents. Il est essentiel d'améliorer la collaboration entre le Ministère de la Formation Professionnelle et Métiers (FPM) et le Ministère de

l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique (EPST) pour assurer une transition harmonieuse des jeunes vers le marché du travail.

2.4. Les défis de l'employabilité des jeunes

Les défis de l'employabilité des jeunes en République démocratique du Congo (RDC) sont nombreux et complexes. Ils sont exacerbés par plusieurs facteurs, notamment l'inefficacité des institutions gouvernementales, le manque de coordination entre les ministères, l'influence des facteurs socioculturels et politiques, ainsi que la nécessité de développer des compétences pertinentes pour le marché du travail. Voici une analyse détaillée de ces défis :

2.4.1. Inefficacité institutionnelle

Le Ministère de la Formation Professionnelle et Métiers et les Affaires Sociales a été créé pour valoriser la formation professionnelle et encourager les jeunes à exercer des métiers. Cependant, il semble rencontrer des difficultés à atteindre ces objectifs. L'inefficacité institutionnelle et le manque de ressources peuvent entraver la mise en œuvre de programmes efficaces pour les jeunes.

2.4.2. Manque de coordination entre les ministères

Les ministères de la Formation Professionnelle et de l'Emploi, Travail et Prévoyance Sociale devraient travailler main dans la main pour garantir que les formations professionnelles répondent aux besoins du marché du travail. Cependant, l'absence de coordination entre ces ministères peut entraîner un décalage entre l'offre de formation et la demande d'emplois.

2.4.3. La Commission Nationale de Certification Professionnelle (CNCP)

Cette institution est censée réguler la certification professionnelle, mais elle semble être inactive ou peu influente. Les formations professionnelles organisées ne font pas référence à son existence, ce qui soulève des questions sur son efficacité en tant qu'autorité de certification.

2.4.4. Facteurs socioculturels et politiques

Les facteurs socioculturels et politiques jouent un rôle significatif dans l'employabilité des jeunes en RDC. L'appartenance à des associations socioculturelles ou des affiliations politiques peut faciliter l'accès à l'emploi, au détriment des jeunes sans soutien. Le tribalisme et les tendances politiques peuvent détourner l'attention de la méritocratie, ce qui peut nuire à l'employabilité des jeunes talentueux et qualifiés.

2.4. Les initiatives en cours pour améliorer l'employabilité des jeunes

2.4.1. Objectifs internationaux

La République Démocratique du Congo (RDC) s'est engagée à intégrer WorldSkills International (WSI), une organisation internationale axée sur le développement des compétences, dans le but de former une main-d'œuvre capable de répondre aux besoins économiques du pays. Cette adhésion à WSI est un pas positif vers l'amélioration de l'employabilité des jeunes congolais, mais elle présente également des défis significatifs.

L'un de ces défis majeurs consiste à aligner les normes de compétences locales sur les standards internationaux. Cela nécessite une révision approfondie des programmes de formation professionnelle pour garantir qu'ils répondent aux exigences et aux attentes du marché mondial. De plus, il est essentiel d'assurer la qualité des formations dispensées. Cela implique de renforcer les infrastructures éducatives, de former des instructeurs qualifiés et de mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation pour garantir que les jeunes acquièrent effectivement les compétences nécessaires pour être compétitifs à l'échelle internationale.

Le Salon des Métiers et de la Formation (SMF) est une autre initiative prometteuse qui vise à promouvoir les compétences des jeunes et à les mettre en relation avec des employeurs potentiels. Cependant, pour que cette plateforme soit réellement efficace, il est nécessaire de veiller à ce qu'elle reste active et pertinente. Cela peut être accompli en maintenant un engagement continu des entreprises et en mettant à jour régulièrement les informations sur les opportunités de formation et d'emploi disponibles. En outre, il est important de veiller à ce que le SMF soit accessible à tous les jeunes, y compris ceux des zones rurales ou défavorisées, afin de garantir une répartition équitable des opportunités.

2.4.2. Perspectives et solutions

Pour améliorer l'employabilité des jeunes dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba, plusieurs solutions peuvent être envisagées :

- *Renforcement de la formation professionnelle* : Investir dans l'amélioration de la qualité de l'enseignement technique et professionnel est essentiel. Cela implique la modernisation des programmes de formation, l'acquisition d'équipements de pointe, et la formation continue des enseignants pour qu'ils restent à jour avec les dernières avancées technologiques et les besoins du marché.
- *Soutien à l'entrepreneuriat* : Encourager les jeunes à entreprendre en fournissant des ressources, des formations et des financements pour leurs projets. Les incubateurs d'entreprises et les programmes d'accompagnement peuvent jouer un rôle clé dans cette démarche.

- *Accès au marché du travail* : Établir des partenariats solides entre les établissements de formation, les entreprises locales et les agences gouvernementales pour faciliter l'accès des jeunes diplômés au marché du travail. Des stages, des programmes de mentorat et des possibilités d'emploi direct sont des moyens de favoriser cette transition.
- *Promotion de l'éducation financière* : Enseigner aux jeunes des compétences financières de base pour les aider à gérer leur argent, à épargner et à investir judicieusement. Cela contribue à leur indépendance financière et à leur stabilité.
- *Diversification* économique *locale* : Si l'employabilité des jeunes s'améliore, cela peut stimuler l'économie locale. Les jeunes qualifiés peuvent contribuer à la croissance des secteurs économiques locaux en fournissant une main-d'œuvre compétente et en créant de nouvelles entreprises. Cela peut également attirer des investissements étrangers et encourager le développement régional.

3. Conclusion

L'analyse de l'employabilité des jeunes dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba en République Démocratique du Congo révèle un tableau complexe où les enjeux socio-économiques se croisent avec des défis institutionnels et culturels. Alors que la jeunesse représente une part substantielle de la population de la RDC, sa capacité à contribuer positivement au développement du pays est entravée par des obstacles considérables.

L'inadéquation persistante entre la formation dispensée et les besoins du marché du travail est un défi central qui compromet l'avenir des jeunes. Les infrastructures éducatives obsolètes, le manque de ressources, la qualité inégale de l'enseignement et le désalignement entre les programmes scolaires et les besoins de l'industrie sont autant de barrières à surmonter. Le manque de coordination entre les ministères et institutions gouvernementales ajoute à la complexité de la situation, sapant les efforts visant à améliorer l'employabilité des jeunes.

En outre, les facteurs socioculturels et politiques introduisent des biais dans l'accès à l'emploi, favorisant parfois la loyauté tribale ou politique au détriment du mérite et de la compétence. Cette situation menace non seulement l'égalité des chances, mais également la capacité de la RDC à exploiter pleinement le potentiel de sa jeunesse.

Cependant, il est crucial de noter que des efforts sont en cours pour aborder ces problèmes de front. L'adhésion à WorldSkills International et le Salon des Métiers et de la Formation montrent une volonté d'aligner les normes locales sur les standards internationaux et de mettre en relation les jeunes avec des employeurs potentiels. Mais pour que ces initiatives réussissent, elles nécessitent un engagement continu, des ressources adéquates et une adaptation constante aux besoins changeants du marché.

4. Bibliographie

Kabamba, P. (2020). L'emploi informel en République Démocratique du Congo : Analyse des enjeux et des défis. Revue Congolaise d'Économie, 12(3), 45-62.

Kazadi, A. (2018). Les défis de l'enseignement technique et de la formation professionnelle en République Démocratique du Congo. Journal de l'Éducation Technique et Professionnelle, 25(2), 87-104.

Loi-cadre n ° 14/004 du 11 février 2014

Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique. (2017). Stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation en République Démocratique du Congo (2016-2025). Kinshasa : Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique.

Nations Unies. (2012). *Déclaration de la République démocratique du Congo (RDC) au Forum des Nations Unies à la 45ème session de la Commission sur la population et le développement.* Consulté le 22 juillet 2023, URL : https://www.un.org/development/desa/pd/sites/www.un.org.development.desa.pd/files/unpd_2012_cpd45_statement_drcongo_item4.pdf

Nkoy Elela, B. (2013). Dynamiques démographiques et marché de l'emploi en République Démocratique du Congo. Population & Sociétés, 503, 1-4.

Smith, J., & Mbemba, J. (2019). Youth Employment in the Democratic Republic of Congo: Challenges and Opportunities. International Journal of Youth Economy, 4(2), 87-101.

Tshikwela, D., et al. (2018). Challenges of Youth Employment in the Mining Sector of the Democratic Republic of Congo. Resources Policy, 57, 141-147

UNICEF. (2021). *L'UNICEF nomme officiellement deux jeunes congolais comme Défenseur.e.s de la jeunesse en RDC*. [Communiqué de presse], Consulté le 22 juillet 2023, URL: https://www.unicef.org/drcongo/communiques-presse/nomination-defenseurs-jeunesse-congolaise

Zoom eco. (2022). *A LA UNERDC : le taux de chômage parmi les jeunes de 15 à 24 ans a évolué de 15,85% en 2017 à 19% en 2020 (rapport).* Consulté le 22 juillet 2023, URL: https://zoom-eco.net/a-la-une/rdc-le-taux-de-chomage-parmi-les-jeunes-de-15-a-24-ans-a-evolue-de-1585-en-2017-a-19-en-2020-rapport/